

scandales dans la province de Québec et l'on a pu constater qu'Ottawa a payé 50 p. 100 de toutes les sommes d'argent qui ont été volées dans les coffres du gouvernement de Québec, au poste, proprement dit, de la sécurité sociale ou du bien-être social de la province de Québec. Des causes sont actuellement pendantes devant les tribunaux. Nous n'en parlerons pas, mais nous en traiterons en temps opportun.

... des pensions de vieillesse, des pensions aux anciens combattants et aux retraités.

Il s'agit là de sujets qui devraient être discutés au plus tôt. Depuis déjà trois, quatre ou même cinq ans, on demande au gouvernement de porter son attention à des solutions pour venir en aide à ces pensionnés. Le ministre dira encore: L'opposition nous demande de dépenser plus d'argent.

Nous en avons moins, et plus ça va, moins le gouvernement en aura. Le gouvernement en aura de moins en moins, parce qu'il permet précisément aux requins de la finance d'augmenter leur taux d'intérêt.

C'est la cause première du fait que le gouvernement est aux prises aujourd'hui avec ce système financier-là.

Le gouvernement va s'approvisionner à même des fonds monétaires sur lesquels il doit payer un intérêt accru. Quand il emprunte 1 million ou 1 milliard de dollars...

...pour 20 ans...

...il devra rembourser...

...au-delà de 2 milliards quand viendra le temps de l'échéance.

Quant au deuxième milliard, il devra encore aller l'emprunter, parce que c'est le système qui l'exige.

Et je disais, à ce moment-là, que le gouvernement semblait reconnaître ses besoins prioritaires.

Et l'on constate qu'il a l'intention de proposer une législation concernant les régions défavorisées, les agriculteurs, l'assurance-chômage, les pensions, la sécurité sociale. Seulement, le gouvernement omet de présenter la principale mesure que je lui suggérais, la plus importante, quand je disais:

...les créditistes prétendent que la première chose à régler au Canada, c'est le système monétaire.

Il importe de la régler selon les besoins du Canada, pas selon la volonté du député de Témiscamingue ou du premier ministre du Canada, mais en utilisant une commission de contrôle de crédit qui veillera à faire le crédit voulu pour financer l'expansion économique du Canada et des provinces canadiennes.

Le gouvernement devrait présenter à la Chambre un programme législatif précis, clair et net relatif au système monétaire canadien

[M. Caouette.]

qui est à la source même de l'inflation, dont le très honorable premier ministre a parlé tellement souvent depuis plusieurs mois.

Il en a traité, et nous nous enlisons de plus en plus dans l'inflation, qui permet aux gros de grossir et qui force les petits à rapetisser. Voilà le système dans lequel nous sommes et, tant et aussi longtemps que ce système-là présidera aux destinées de la nation, la même pagaille régnera. Que ce soit sous le gouvernement du premier ministre actuel ou d'un premier ministre à venir, nous aboutissons toujours à un cul-de-sac. Il est impossible de trouver une solution. Voilà la situation dans laquelle nous sommes.

Et quand je disais cela, le premier ministre me répondait, comme on peut le lire à la page 11632 des *Débats* des communes du 25 juillet 1969, que l'honorable député de Témiscamingue, le chef du Ralliement créditiste, ne l'avait pas étonné, et je cite:

Il n'a jamais été au pouvoir et il ne le sera jamais. Il ne sait pas ce que c'est qu'un gouvernement.

Le premier ministre savait-il ce que c'était qu'un gouvernement, en 1942, quand il faisait la lutte en faveur des cécéistes dans le Nord-Ouest du Québec? Le premier ministre se souvient-il du moment où il est venu à Rouyn avec M^{me} Thérèse Casgrain pour parler des cécéistes? Est-ce qu'il savait ce que c'était qu'un gouvernement avant d'être élu député libéral?

Le très hon. M. Trudeau: Ne parlez pas de ma vie privée.

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, je suis heureux d'entendre le premier ministre me dire de ne pas parler de sa vie privée, parce qu'entre sa vie privée, alors qu'il était un adepte du CCF, et sa vie publique, alors qu'il est libéral, je me demande des fois si je n'opérais pas encore pour l'appuyer dans sa vie privée plutôt que dans sa vie politique. (*Applaudissements*)

Monsieur l'Orateur, quand le premier ministre est devenu libéral en 1965, est-ce qu'il savait ce que c'était qu'un gouvernement? En 1962 et 1963, quand le très honorable premier ministre du Canada écrivait à ce moment-là que les libéraux étaient des caves, est-ce qu'il savait ce que c'était qu'un gouvernement?

Il disait à la Chambre, le 25 juillet, que je ne savais pas cela. Pourtant, je siégeais ici, moi, en 1946; pas de l'autre côté, mais bien de ce côté-ci. Cela nous permet de voir ce qu'un gouvernement peut faire. Nous avons pu constater, depuis la prise de pouvoir par les libéraux, en 1963, que la situation s'est détériorée, que les conditions économiques qui prévalent actuellement au Canada font pitié à voir.